

## **Au fil de la semaine...**

Revenons sur trois informations qui ont été d'actualité cette semaine car elles sont tout particulièrement révélatrices et très symboliques de l'évolution de notre pays, de la profonde mutation de nos sociétés comme elles traduisent les vrais objectifs de l'action gouvernementale. Respectons la chronologie.

- Le ministre de l'Education Nationale (c'est lui qui en a fait l'annonce) envisage prochainement de faire appel à « des jeunes retraités de l'E. N., des étudiants qualifiés ou des adultes diplômés » pour remplacer les professeurs absents car les associations de parents d'élèves, devant cette carence inadmissible, manifestent leur réel mécontentement. Et oui, d'un côté pour des raisons idéologiques on réduit les fonctionnaires, les enseignants n'y échappent naturellement pas, bien au contraire, et de l'autre, pour essayer de réduire la grogne, le « feu » qui couve devant l'insupportable détérioration des conditions dans le milieu scolaire, on tente de poser, ponctuellement, ici ou là, quelques « rustines ».

- Dans le cadre de la petite enfance aussi, c'est un projet de décret qui, sous l'objectif affirmé de « répondre aux besoins des familles », modifierait « le seuil minimal (de 50 à 40%) obligatoire de personnel qualifié (puéricultrices et auxiliaires, éducateurs, infirmiers, psychomotriciens.. ) ». De plus, ce même projet permettrait « d'accueillir des enfants en surnombre par rapport à la capacité autorisée » et dans la proportion de « plus 10% ou 15% ou 20% en fonction de la taille de la crèche » concernée. Serait-ce là une « réforme » positive pour les enfants des crèches ?

- En même temps, les entreprises (les grands groupes) du CAC 40 viennent d'annoncer leurs résultats financiers pour l'année 2009. Malgré la crise, leurs résultats cumulés sont, selon les sources, de l'ordre de 47 à 49 milliards d'euros (65 en 2008, 97 en 2007). Quant aux actionnaires, eux, ils recevront environ les 2/3 de ces sommes.

Les discours, un temps, peuvent aider à masquer quelque peu la réalité que l'on ne veut pas ou ne voudrait pas trop... ni parlante ni perçue. Sur le terrain par contre, les conséquences, elles, sont toujours explicites : au détriment du rôle de l'Etat, des services publics même pour les jeunes, la politique néolibérale favorise les puissances financières mondiales.